

ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN DÉFUNT MENACÉE PAR LA POLICE

La famille de Mario Orlando Sequeira Canales, ressortissant hondurien mort en garde à vue, est la cible de manœuvres d'intimidation. Il est prévu que les policiers accusés de l'avoir tué soient jugés, et une voiture de police tourne fréquemment autour du domicile de cette famille.

Mario Orlando Sequeira Canales, ressortissant hondurien vivant aux États-Unis, a été arrêté dans la soirée du 1^{er} juin 2010 à Siguatepeque, dans le centre du Honduras. Il se trouvait sur place afin de rendre visite à sa famille. Il est mort en garde à vue quelques heures plus tard. Le rapport médico-légal a conclu qu'il avait été frappé et étouffé.

La police l'a appréhendé le soir du 1^{er} juin alors qu'il était à son hôtel, parce qu'il était semble-t-il en état d'ébriété et que son comportement dérangeait les autres clients. Un de ses proches a assisté à l'arrestation et s'est rendu au poste de police afin de savoir pourquoi il avait été appréhendé. Cette personne a entendu Mario Sequeira crier depuis sa cellule mais n'a pas pu obtenir de renseignements sur les motifs de son placement en détention ; on lui a dit de revenir le lendemain. Le lendemain, ce proche est retourné au poste de police puis a été orienté vers le bureau du procureur, où on lui a dit de se rendre à la morgue de la capitale hondurienne, Tegucigalpa ; la famille y a trouvé le corps de Mario Sequeira. Elle a déposé plainte auprès du bureau du procureur, demandant qu'une enquête soit ouverte sur l'homicide de Mario Sequeira.

Depuis lors, la famille Sequeira Canales est soumise à une surveillance oppressante. Les policiers ayant procédé à l'arrestation de Mario Sequeira sont passés à plusieurs reprises devant la maison familiale dans une voiture de patrouille au cours du mois de juin. La famille a en outre remarqué que des véhicules dépourvus de plaques d'immatriculation tournaient autour de leur domicile. Depuis le 6 septembre, d'autres épisodes en rapport avec cette surveillance ont été signalés, peu avant la comparution des policiers accusés d'avoir tué Mario Sequeira. Ces policiers sont toujours en liberté, et continuent à remplir leurs fonctions dans la ville de Siguatepeque.

Des membres de la famille Sequeira Canales ont demandé à deux reprises au ministère de l'Intérieur et au bureau du procureur qu'on leur accorde une protection. Les pouvoirs publics n'ont cependant pris aucune mesure afin de garantir la sécurité de cette famille pendant le déroulement du procès ; elle continue donc à se trouver en danger. Dans des cas précédents au Honduras, lorsque des policiers ont été poursuivis pour des violations des droits humains, des témoins ont été victimes d'actes d'intimidation et d'agressions physiques durant l'enquête et le procès. Lors d'une affaire récente, en mars 2010, dans le cadre de laquelle une femme transgenre a attaqué un policier en justice pour tentative de meurtre, elle a fait l'objet de diverses menaces et de nouvelles tentatives d'homicide lors du procès.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à suspendre les policiers soupçonnés, le temps que les conclusions de l'enquête sur ces faits soient connues ;
- réclamez l'ouverture d'une enquête indépendante, approfondie et impartiale sur les manœuvres de harcèlement et d'intimidation visant la famille Sequeira Canales, et demandez que les personnes responsables de la mort de Mario Sequeira rendent des comptes ;
- engagez les autorités à prendre des mesures immédiates afin de protéger la famille Sequeira Canales. Le type de protection fourni doit être approuvé par la famille et respecter leurs souhaits.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 NOVEMBRE 2010 À :

Procureur général :
Sr. Luis Alberto Rubí
Fiscal General de la República
Lomas del Guijarro, Avenida República
Dominicana, Edificio Lomas Plaza II,
Tegucigalpa, Honduras
Fax : + 504 221 5667
Formule d'appel : *Estimado Sr. /*
Monsieur,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice
Carlos Africo Madrid Hart
Secretario de Estado
Secretaría de Estado en el Despacho de
Seguridad, Plantel Casamata, subida al
Picacho, Tegucigalpa, M.D.C, Honduras
Fax : +504 232 0226
Formule d'appel : *Estimado Sr.*
Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :
Comité des familles de détenus et
disparus du Honduras (COFADEH)
Honduras (COFADEH)
Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes
Casa No. 1301
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 220 5280

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN DÉFUNT MENACÉE PAR LA POLICE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Honduras, l'impunité est monnaie courante et le recours excessif à la force par les forces gouvernementales et de sécurité donne rarement lieu à l'ouverture d'une enquête. En décembre 2006, deux militants écologistes, Heraldo Zúñiga et Roger Iván Cartagena, membres du Mouvement écologiste d'Olancho (MAO), ont été tués par des policiers. Des proches des deux militants et d'autres membres du MAO ont par la suite été menacés et surveillés, alors qu'ils réclamaient justice. Des policiers auraient altéré certains éléments de preuve sur le lieu du crime en amont du procès. En 2008, les quatre policiers déclarés coupables des meurtres ont été incarcérés dans une caserne militaire en attendant le prononcé du jugement. Le 22 juillet, deux des policiers ont réussi à s'échapper, suivis d'un troisième quelques jours plus tard.

Trois des quatre policiers reconnus coupables de meurtre dans cette affaire se sont ainsi échappés de la caserne où ils étaient détenus, et n'ont pas été traduits en justice.

AU 213/10, AMR 37/014/2010, 28 septembre 2010

